

C'est là le noeud de toute la situation économique internationale. Est-ce que les pays du tiers monde vont avoir un certain contrôle sur leurs propres économies où est-ce que ces économies vont être gérées à partir de New York, de Londres, de Tokyo et de l'Allemagne de l'Ouest?

Le principal problème à résoudre en ce qui concerne les pays en voie de développement, c'est que les investissements coûtent de plus en plus cher alors que les prix de leurs produits baissent. Je voudrais seulement citer ici le rapport annuel de la Banque mondiale au sujet des prix des produits autres que le pétrole:

Le prix en dollars des produits autres que le pétrole exportés par les pays en voie de développement a baissé de 10 p. 100 environ en 1985.

Une baisse de 10 p. 100 du prix des produits oblige des pays qui sont déjà pauvres à réduire leur niveau de vie de 10 p. 100 au moins compte tenu du fait que le pétrole et le matériel dont ils ont besoin leur coûtent plus cher. On lit plus loin dans le rapport:

Cette baisse a été causée à la fois par un ralentissement de la croissance de la demande depuis le début de 1985 et, dans le cas des céréales, du coton et des oléagineux, par une offre excessive découlant de récoltes exceptionnelles ou de modifications apportées par les principaux producteurs à leur politique de soutien des prix ou à leur politique en matière d'exportation.

• (1040)

Lorsque les prix diminuent pour les pays du tiers monde, ceux-ci réagissent souvent en augmentant la production. Tout notre système économique est basé sur le fait que pour être concurrentiel, il faut produire davantage. Lorsque tout le monde produit davantage, il y a pléthore sur le marché et le prix des denrées diminue encore.

On disait aussi ceci dans le rapport:

Les pays producteurs qui ont besoin d'argent pour financer les importations et pour le service de la dette, ont peu manifesté l'intention de restreindre la production à cause de la chute des prix. Le prix moyen des métaux et des minéraux a diminué de 5 p. 100 et il a chuté d'environ 30 p. 100 depuis 1980.

Le prix de l'étain a considérablement diminué et les transactions sur les métaux ont été suspendues à la Bourse des métaux de Londres à la fin du mois d'octobre lorsque le Conseil international de l'étain a commencé à avoir des difficultés financières et qu'il ne pouvait plus soutenir le prix de l'étain.

En dollars, le prix des denrées alimentaires a baissé en moyenne de 12 p. 100, après une augmentation de 6 p. 100 en 1984. Le prix des boissons, par contre, s'est considérablement raffermi au cours du quatrième trimestre de 1985; il a été fortement influencé par la hausse du prix du café à la suite d'une grave sécheresse qui devrait réduire de 30 à 50 p. 100 la récolte de café de 1986-1987.

La mauvaise nouvelle de la sécheresse pour le Brésil était une bonne nouvelle pour les producteurs de café des autres contrées du monde. Il fallait s'y attendre. Le cours du café est tombé depuis ce temps. On poursuit ensuite en ces termes:

Mais à la fin de 1985, le cours du thé avait reculé de moitié sur son niveau de 1984 après une très forte augmentation de la production des pays producteurs. Les cours des céréales, des matières grasses et des huiles ont diminué de 66 et de 24 p. 100 respectivement.

On parle d'une baisse de 24 p. 100 du cours des denrées essentielles destinées à l'exportation. On ajoute plus loin:

Les superficies de coton en culture ont augmenté de 11 p. 100 en 1984-1985 en réaction aux cours favorables obtenus l'année précédente, mais le cours du coton a accusé un recul de 21 p. 100 pendant cette même campagne agricole. Aussi, les États-Unis et la Chine, deux importants producteurs de coton, ont-ils pris des mesures pour réduire leur production en conséquence depuis ce temps.

C'est la Banque mondiale qui est l'auteur de ce rapport, un organisme pourtant réputé pour son conservatisme et peu porté aux exagérations.

Accords de Bretton Woods—Loi

Ce sont les conséquences du recul des cours des produits essentiels pour les pays du Tiers monde qui constituent le problème de l'heure actuellement. Pendant que nous sommes en train de nous congratuler parce que nous nous préparons à adopter ce projet de loi pour faciliter les investissements dans les pays du Tiers monde, il faudrait peut-être nous demander si les entrées de capitaux dans ces pays auraient été différentes vers les années 70 si elles avaient pris la forme d'investissements au lieu de prêts comme ce fut le cas au cours de cette période.

Quand les cours tombent et que le prix de revient augmente, la conjoncture importe peu. Les économies de ces pays sont fort mal en point. Et tôt ou tard, nous devons bien affronter ce problème. Nous ne pouvons gagner sur les deux tableaux. On ne peut d'une part, établir une structure commerciale internationale qui empêche les pays en voie de développement d'obtenir un prix juste pour leurs produits et d'autre part, espérer que le climat soit stable et propice aux investissements et aux prêts dans ces mêmes pays.

Je voudrais revenir sur l'analogie de l'exploitation agricole des Prairies à la fin des années 1930. Mon père a perdu une exploitation en Saskatchewan à cette époque-là. Je ne crois pas que cela aurait fait une grande différence s'il avait accepté qu'une autre personne investisse dans l'exploitation moyennant une part des profits, plutôt que d'être incapable de rembourser son hypothèque en raison de mauvaises récoltes et de prix trop faibles. Il aurait été alors un métayer plutôt qu'un agriculteur en faillite. Je ne vois pas de grande différence entre les deux, sur le plan économique.

On a conclu les Accords de Bretton Woods à la fin de la Seconde Guerre mondiale, afin de tenter de stabiliser la situation économique internationale. Il serait intéressant d'examiner certaines des attentes que nous avions à l'époque.

En juillet 1943, Henry Morgenthau, le Secrétaire au Trésor des États-Unis, a présenté les grandes lignes d'une proposition tendant à créer un fonds international de stabilisation. A l'époque, il a déclaré que la stabilisation monétaire, la politique commerciale, la nécessité d'offrir des crédits internationaux à long terme, la promotion d'une certaine stabilité dans les prix des produits primaires et les accords d'aide financière et d'aide à la reconstruction constituaient des problèmes qui avaient d'innombrables points communs, et qu'il fallait traiter ces questions séparément, puis les regrouper.

Il a également précisé qu'il fallait, dans le domaine monétaire, prévenir toute perturbation du marché des changes, éviter l'effondrement des systèmes monétaires et faciliter le rétablissement et la croissance équilibrée des échanges internationaux, et que ces trois tâches indissociables devaient faire l'objet d'efforts concertés sur la scène internationale.

Il a signalé qu'il fallait éviter un retour à l'instabilité des taux de change et à l'effondrement monétaires qui avaient suivi la dernière guerre, c'est-à-dire celle de 1914-1918. Il a demandé la création d'un fonds international de stabilisation. Il a signalé que même si certains souhaitaient confier à un seul organisme l'étude de toutes ces questions, les États-Unis recommandaient pour leur part la création d'organismes distincts. Il a déclaré également que pour que ce fonds fonctionne, la collaboration était nécessaire pour réduire les entraves au